

La suppression de la valeur locative pourrait échouer de peu

Sondage Tamedia Les opposants, Romands en tête, effectuent une remontée spectaculaire pour la votation du 28 septembre. Suffisant? Chiffres et explications.

Arthur Grosjean Berne

Les Suisses vont-ils supprimer la valeur locative le 28 septembre prochain? Eh bien, ce n'est plus du tout sûr. Selon notre second sondage Tamedia, les opposants sont en train d'effectuer une remontée spectaculaire. Alors que le oui caracolait en tête à 65% dans notre premier sondage en août, il a chuté de 11 points à 54%. Avec des Romands très hostiles au changement de système.

Voyons cela plus en détail. Ce qui frappe d'emblée, c'est la «remontada» impressionnante des opposants à la taxe locative. En quelques semaines, ils bondissent de 30 à 44%, soit une hausse de 14%. C'est énorme. En comparaison, les opposants à la carte d'identité électronique, le second sujet de ces votations fédérales, ne progressent que de 3%.

Grosse campagne médiatique

Qu'est-ce qui explique un tel phénomène? Avant tout une grande campagne médiatique conjointe de la gauche et d'une partie de la droite, essentiellement romande.

La première proclame sur tous les tons que les locataires feraient une fleur aux propriétaires et qu'ils pourraient en payer le prix par des impôts supplémentaires. La seconde s'insurge contre la suppression des déductions des travaux pour les propriétaires, disant que cela favoriserait le travail au noir.

Ces arguments, couplés à l'engagement des cantons qui craignent pour les recettes fiscales, ont fait bouger les lignes. Les opposants ont désormais une Suisse romande qui dit non à 63%. Soit une progression de 23% entre les deux sondages! Et les opposants ont gagné les villes, qui basculent dans le camp du non à 52%.

La gauche a aussi ramené ses sympathisants au bercail. Alors qu'ils étaient dans le camp du oui au début, ils votent désormais à plus de 62% contre la suppression de la valeur locative. À signaler aussi que les opposants ont gagné massivement des voix dans toutes les tranches d'âge de la population.

Stopper l'hémorragie

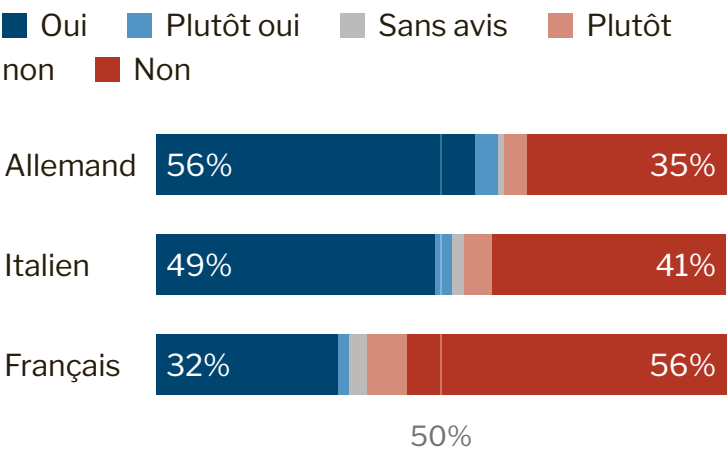
Les partisans de la suppression de la valeur locative vont-ils se faire coiffer au poteau? Ce serait téméraire de l'affirmer. Les partisans accusent un fort recul, mais ils ont toujours une longueur d'avance, avec 54% de oui. Ils peuvent l'emporter s'ils arrivent à stopper l'hémorragie dans ces derniers jours de campagne.

Qu'est-ce qui plaide en faveur de la suppression? Les partisans peuvent s'appuyer sur un argument phare qui passe très bien auprès des citoyens et qui écrase tous les autres. À savoir que «la valeur locative est une imposition injuste d'un revenu fictif qui n'existe même pas». Il convainc 75% des partisans du oui selon notre sondage.

2e sondage Tamedia pour les votations du 28 septembre 2025

Allez-vous voter pour l'arrêté fédéral relatif à l'impôt immobilier cantonal sur les résidences secondaires? (Abolition de la valeur locative)

Résultats par groupe linguistique. Réponses en pour-cent.



Sondage réalisé du 10 au 11 septembre 2025 auprès de 15'619 personnes de toute la Suisse (dont 3654 Romands). Marge d'erreur maximale du sous-groupe: ±3 points de pourcentage.

Graphique: I. Caudullo;Source: sondage «20 minutes»/Tamedia en collaboration avec l'institut LeeWas

Les adeptes du oui peuvent aussi compter sur deux facteurs. D'abord, les sympathisants des partis bourgeois et des Vert'libéraux, même si leur soutien recule quelque peu, demeurent très favorables à la nouvelle loi. Cela va de 59% de oui pour les soutiens du PLR à 66% pour ceux de l'UDC. Et puis les seniors restent les plus favorables à la suppression de la valeur loca-

tive (58%), un atout appréciable quand on sait qu'ils votent assidûment.

Röstigraben marqué

Qui va gagner le 28 novembre? Impossible de répondre à cette question d'autant plus que les partisans du oui doivent également remporter la majorité des cantons pour l'emporter. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que la

Les opposants ont désormais une Suisse romande qui dit non à 63%. Soit une progression de 23% entre les deux sondages! Et les opposants ont gagné les villes, qui basculent dans le camp du non à 52%.

«barrière de röstis» sera bien marquée avec une Suisse alémanique majoritairement favorable à la réforme et une Suisse romande largement hostile.

Comme d'habitude dans une votation serrée, c'est la mobilisation de chaque camp aux urnes qui fera pencher la balance. Et aussi la capacité à ne pas se tromper en votant... En effet, le bulletin de vote est déroutant. Il n'y est pas question de valeur locative mais de l'introduction d'un impôt sur les résidences secondaires. Or, l'une ne va pas sans l'autre. En clair, si vous voulez supprimer la valeur locative, vous devez voter oui à cette question. Si vous y êtes opposé, vous devez voter non. À vous de trancher maintenant!

L'identité électronique dispose d'un soutien fragile

Les partisans de l'identité électronique (e-ID) doivent se ronger les ongles. Si la réforme passe toujours la rampe, selon notre deuxième sondage, son score est modeste. Quelque 55% des sondés glisseront vraisemblablement ou sûrement un «oui» dans les urnes le 28 septembre. C'est un point de pourcentage de moins par rapport à notre précédent pointage. À l'inverse, le camp du «non» grappille trois points pour s'établir à 43%.

Femmes sceptiques

Cet enthousiasme modéré peut étonner. La réforme est issue d'un large compromis parlementaire. Des représentants des six grands partis – des Verts à l'UDC – avaient d'ailleurs lancé ensemble la campagne pour la nouvelle solution 100% étatique. Une première mouture avait échoué en 2021, en raison notamment de la participation de privés. Cet écueil éliminé, les partisans de l'e-ID pensaient l'emporter haut la main. Eh bien non.

Parmi les opposants, on trouve principalement des sympathisants UDC. Ils sont 70% à rejeter le texte, alors que la réforme passe facilement le cap dans tous les autres partis. Les femmes sont aussi plus sceptiques que les hommes. Elles rejettent le texte à 49%. Ils l'acceptent à 61%.

On trouve encore beaucoup d'opposants chez les détenteurs d'un diplôme de l'école obligatoire (58% de non) ou de formation professionnelle (51%) et chez les Suisses aux revenus modestes. Ceux qui gagnent moins de 4000 francs par mois rejettent l'identité électronique à 60% et ceux qui ont un salaire mensuel entre 4001 et 7000 francs à 51%.

Ces opposants craignent principalement des cyberattaques et le vol de leurs données. Mais on sent aussi rejaillir la crise Covid avec l'inquiétude, partagée par 29% des opposants, de se voir refuser certains services sans e-ID ou qu'ils leur soient facturés plus cher.

À l'inverse, les Vert'libéraux sont les moteurs de la réforme. Leurs sympathisants la plébiscitent à 79%. Ils sont suivis des socialistes (70%), des Verts (69%), du PLR (65%) et du Centre (60%). Les jeunes sont aussi plus séduits par l'e-ID que leurs aînés. De 57% de «oui» chez les 18-34 ans, on descend graduellement à un petit 52% d'approbation chez les 65 ans et plus. Les Romands (52%) sont un peu plus convaincus de l'utilité de la réforme que les Italophones (50%), mais moins que les Alémaniques (57%).

L'argument qui fait le plus mouche chez les partisans, c'est le gain de temps et la simplification des démarches qu'offrirait une e-ID. Ils sont aussi convaincus que leurs données sont en bonnes mains auprès de la Confédération et qu'une e-ID compatible avec les normes internationales est nécessaire pour rester compétitif.

Delphine Gasche Berne